

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

SONIA LE GOURIELLEC (*)

Le continent africain, en 2017, reste encore celui où se déroulent le plus de troubles et d'affrontements (conflits et crises) risquant de dégénérer. Sur la dernière décennie, on a estimé à un peu moins de quarante le nombre de conflits avérés, dont deux conflits interétatiques non résolus : Djibouti-Erythrée et Erythrée-Ethiopie. L'ensemble de ces crises concernent pour la plupart une délimitation de frontières ou un territoire disputé.

L'année 2017 est également marquée par de nombreuses contestations des processus électoraux sur le continent africain, alors que d'autres transitions se sont déroulées dans un climat relativement serein. Resté 37 ans au pouvoir, le président Robert Mugabe a dû se retirer. En Gambie, après avoir rejeté les résultats des élections, le président Gambien Jammeh a accepté de quitter le pouvoir, sous la pression diplomatique et militaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces deux pays entrent à présent dans une nouvelle ère. En Angola, Joao Lourenco devient le nouveau Président de l'Angola, à l'âge de 38 ans, et Cyril Ramaphosa succède à Jacob Zuma comme nouveau dirigeant du parti de l'ANC (Congrès national africain) en Afrique du Sud. Nana Akufo-Addo a débuté son mandat au Ghana et Mohamed Abdullahi Farmajo a été élu à la tête de la Somalie. Au Liberia, George Weah a finalement remporté la présidentielle et le président nigérian Muhammadu Buhari est rentré au Nigeria, après avoir passé trois mois à Londres pour se soigner.

Néanmoins, les transitions politiques ainsi que la très longue durée des mandats présidentiels restent de manière récurrente source de conflits et de contestations sans fin. La fréquence accrue des violences électorales s'est donc encore confirmée en 2017. Alors que les démocraties sont traditionnellement perçues comme plus pacifiques que les régimes autoritaires, la compétition politique peut aussi bien considérablement prêter le flanc aux tentations de mobilisation sur des bases ethniques. Actuellement, la durée des mandats présidentiels est une cause directe de mobilisation des populations, comme on a pu l'observer en 2017 au Burundi, où la situation reste tendue, ainsi qu'au Togo.

En effet, une crise politique sans précédent a touché le Togo depuis le mois d'août 2017. Le gouvernement togolais a décidé de restreindre

(*) Maître de conférences à l'Université catholique de Lille (France).

les manifestations en semaine. Aucune médiation des pays voisins (Côte-d'Ivoire, Bénin, Guinée, Ghana...) ne semble parvenir à résoudre le conflit. Une partie de l'opposition demande toujours au président Faure Gnassingbé de quitter le pouvoir. De son côté, le chef de l'Etat entend proposer par référendum une nouvelle constitution qui lui permettrait une autre légitimation pour se représenter à un quatrième mandat en 2020...

Pour ce qui est du Kenya, les élections organisées le 8 août 2017 s'étaient déroulées dans un climat relativement serein. Néanmoins, la Cour suprême a décidé le 1^{er} septembre d'invalider l'élection présidentielle compte tenu des irrégularités de la Commission indépendante électorale. Si cette décision est une avancée démocratique notable, dans l'immédiat, la réorganisation d'un scrutin a radicalisé les différents camps et ethnicisé les discours. Un nouveau scrutin présidentiel s'est tenu au Kenya ce 26 octobre. Il a été marqué par les boycotts, une participation en forte baisse et un nombre important d'affrontements. Boycottée par Raila Odinga, le chef de l'opposition, l'élection remportée par le Président sortant, Uhuru Kenyatta, n'aurait enregistré qu'un taux de participation de 34,5%, selon le président de la Commission électorale (IEBC) – contre près de 80% à la première session du mois d'août, annulée par la Cour suprême.

Suite au décès du *leader* de l'opposition congolaise, Etienne Tshisekedi, la République démocratique du Congo se retrouve dans la détresse. En effet, la transition politique ne cesse d'être repoussée. Dans le Kasaï, les violences, déclenchées en septembre 2016 après la mort du chef traditionnel Kamwina Nsapu, se sont amplifiées tout au long de l'année. En un an, elles ont fait plus de 3 000 morts et ont causé le déplacement de 1,4 million de personnes.

Les groupes djihadistes semblent également poursuivre leur expansion sur le continent africain. Dans le Sahel, ces groupes sont parvenus à créer une coalition qui leur a permis d'augmenter leur coordination au niveau stratégique et l'intensité de la coopération opérationnelle entre eux. Cette situation n'est tout de même pas comparable à celle de 2012, où ils contrôlaient tout le nord du Mali. Plus à l'Est, le groupe Al Shabaab a mené en octobre 2017 un des attentats les plus meurtriers en Somalie depuis 1991, dans la capitale (358 personnes tuées, 228 blessés et 56 disparus). En 2017, le groupe a revendiqué également des attaques au Mozambique. Cette année, c'est en Somalie que l'Etat islamique a commis son premier attentat-suicide. Les Etats-Unis ont mené, le 3 novembre, leurs premières frappes contre un petit groupe somalien ayant prêté allégeance au calife Al-Baghdadi, installé dans le nord du pays, dans la région autonome du Puntland. L'Etat islamique (EI) semble donc bien étendre son influence. Dans d'autres pays, après l'allégeance du groupe nigérian Boko Haram, le groupe s'est fortement implanté en Libye, qui lui sert de plateforme pour s'étendre sur le reste du continent. Malgré la perte de son fief de Syrte, en décembre 2016, il est à noter que l'EI reste actif.

En outre, la crise des migrants continue à faire de nombreuses victimes en mer Méditerranée. En 2017, un événement a concentré sur lui l'attention internationale. CNN a diffusé les images de vente aux enchères d'esclaves, en Libye, sur des marchés. La politique migratoire de l'Union européenne et de ses Etats membres continue de faire débat. Ainsi, le Haut-Commissaire des Nations Unies (ONU) aux droits humains, Zeid Ra'ad Al-Hussein, a qualifié d'« *inhumaine* » la coopération de l'Union européenne (UE) avec la Libye. La vidéo de CNN a mis en lumière des pratiques dénoncées depuis plusieurs mois, notamment par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui a fait savoir que la traite d'êtres humains serait devenue une pratique de plus en plus fréquente chez les passeurs.

Autre source de problèmes, les mouvements sécessionnistes prennent de l'ampleur au Nigeria, au Cameroun et en Ethiopie. En Ethiopie, les altercations entre les forces de l'ordre et les groupes antigouvernementaux se poursuivent, bien que le régime ait levé l'état d'urgence en août 2017. L'Ethiopie apparaît alors de plus en plus comme un modèle politique en crise. Pourtant, le géant de la région, principal contributeur de troupes de maintien de la paix, est un acteur essentiel à la consolidation d'une relative stabilité régionale (Somalie, Soudan du Sud). Jusqu'à présent, le gouvernement éthiopien fondait sa légitimité sur la promesse d'un développement économique assuré. Or les diverses contestations montrent, d'une part, que les premiers effets du développement n'ont pas été réellement ressentis et que l'inégalité croît et, d'autre part, que la démocratisation, qui devait comme « naturellement » suivre le développement, est restée une promesse non suivie d'effets. La nouvelle stratégie des régimes pour contrer les contestations est souvent très simple : c'est de suspendre Internet. Le gouvernement camerounais l'a fait, dans les régions anglophones du pays, alors que les dissidents descendaient dans la rue. Dans ce pays, la situation pourrait aussi dégénérer. Déjà en butte à des combats contre Boko Haram dans le nord du pays, le gouvernement de Paul Biya doit faire face à la contestation sécessionniste des régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. En octobre 2017, l'organisation International Crisis Group International craignait par conséquent une insurrection armée.

En République centrafricaine, les violences se poursuivent dans l'est et au nord du pays et la situation sécuritaire semble s'aggraver, avec des conséquences directes sur le plan humanitaire. Il en est de même au Soudan du Sud où, deux ans et demi après son indépendance, en juillet 2011, le jeune Etat s'est vu plongé dans une guerre civile marquée par des violences ethniques et alimentée par une rivalité entre S. Kiir et son ancien vice-président, le chef rebelle R. Machar. Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés et a conduit environ 4 millions de personnes à l'exil.

Ces conflits ont fait en même temps réapparaître le spectre de la famine. 20 millions de personnes dans quatre pays (Somalie, Ethiopie, Soudan du Sud, Nigeria) sont menacées par ce phénomène de crise alimentaire. Les

changements climatiques sont clairement en cause, mais comme l'a montré Amartya Sen il y a plusieurs années, la famine est principalement et le plus souvent la conséquence de problèmes politiques...

Si de nombreux Etats africains émergent, il n'en reste pas moins que le continent n'a jamais connu de trajectoires politiques aussi divergentes politiquement et économiquement. Politiquement, on observe une tendance générale au déclin des *leaders* politiques installés au pouvoir de longue date. Economiquement, une trentaine d'Etats espèrent tirer profit de l'initiative chinoise « One Belt One Road » (OBOR), qui comprend une extension non négligeable sur le continent africain. Les côtes de l'Afrique de l'Est sont directement concernées par ces développements, ainsi que celles des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Le principe consiste ainsi à construire des infrastructures (ports, routes, chemins de fer) et à favoriser le développement des régions situées sur le parcours. Entre 2005 et 2016, la Chine aurait investi près de 1 500 milliards de dollars à l'étranger, l'Afrique représentant 19% du total des investissements chinois (juste avant l'Europe, 15%). Le développement est en effet une nécessité pour les populations et... pour le maintien des régimes au pouvoir.